

**De Maastricht aux Gilets jaunes, une même colère**  
**Depuis le référendum sur le traité de Maastricht, des colères se coalisent contre les élites, en dépit des appartenances sociales et politiques. Analyse.**

Par Saïd Mahrane

Modifié le 20/11/2018 à 13:49 - Publié le 20/11/2018 à 07:04 | Le Point.fr



Philippe Séguin héraut du "non" à Maastricht et les Gilets jaunes qui se plaignent de la baisse du pouvoir d'achat. © AFP/ FRANCK FIFE, CHARLY TRIBALLEAU

La colère, c'est le mot du moment. Il y a quelques années, on pouvait parler de colère, ce sentiment paroxystique qui peut en effet monter très haut, mais aussitôt redescendre, se mettre en sommeil, quand arrive le lundi matin, et qu'il faut reprendre le chemin du travail, déposer les enfants à l'école et remplir le frigo. À l'époque, la colère n'était que partie remise. On donnait rendez-vous aux prochaines élections, au prochain référendum, s'il y en avait un. La parole se libérait dans la salle de permanence des syndicats de l'entreprise ou, le soir, dans le local de la section du PS, PCF ou autre chose. C'était une soupape. Il y avait toujours un référent, ce gars, cette fille, qui donnait beaucoup de son temps, beaucoup de conseils aussi et qui était le dépositaire de la parole qui descendait du « natio », c'est-à-dire de Paris. Et puis, des élus locaux passaient de temps en temps, ils étaient tolérés, parce qu'on voyait bien qu'ils n'y pouvaient rien, eux, et leur index se levait toujours vers le ciel pour désigner un responsable, qui n'était pas le Divin, mais le président de la région ou de la République. Et, à la fin, il y avait une main sur l'épaule, et un papier glissé dans la poche avec le numéro de téléphone de l'élu qui promettait d'« essayer » d'arranger les choses. Les Trente Glorieuses étaient définitivement terminées, plus de prolongations, plus de grain à moudre, plus d'illusions. Dans les livres pour enfants, il est dit que la colère naît souvent de la frustration et d'un fort sentiment d'injustice, réel ou supposé. Il en va de même chez les adultes.

Il y avait le référendum sur le traité Maastricht, c'était une première depuis les années de Gaulle. Cette campagne contre le traité, en réalité, c'est le début du mouvement des Gilets jaunes, un mouvement qui aurait depuis débordé, qui serait sorti des cadres, qui n'accorderait plus de crédit à la parole politique ou syndicale, et même plus associative. En 1992, le rassemblement était dans les bureaux de vote. Précisément, il fallait voter. Des ouvriers glissaient le même bulletin que des artisans ; des gens de gauche parlaient comme des gens de droite, et vice-versa ; des urbains comprenaient la détresse des ruraux, et ça votait ensemble non, non à Maastricht. Philippe Séguin le disait : personne n'avait lu l'intégralité du traité, mais il fallait stopper un mouvement qui allait en ouvrant toujours plus et qui, paradoxalement, excluait ceux qui ne pouvaient l'accompagner, faute de moyens et d'éducation. Car oui, on découvrait que les nouvelles règles voulues ou subies perdaient de leur caractère universel et servaient toujours, à la fin, les mieux informés, les mieux pistonnés, les plus diplômés, les plus malins. Ce n'était pas la politique telle que les Français la connaissaient.

**2002, symbole d'une colère électorale**

Déjà les mêmes revendications : la vie chère, la vie dure, le voisinage qui change, qui vient d'ailleurs, et en grand nombre, le creusement des inégalités, la disparition des services publics. Mais que fait donc Mitterrand ? Il entendait lui aussi la colère, mais il ne comprenait pas les revendications, méconnaissait cette France grondeuse, lui qui la préférait silencieuse, à travers les livres. Alors, comme ses successeurs, il dépensait, dépensait, comme si cela suffisait.

Séguin, donc. Qu'est-ce qui faisait qu'un homme de droite semblait mieux porter et traduire le désarroi de ces Français que des gens de gauche, des héritiers de Jaurès, mieux encore que le patron du PS Lionel Jospin qui n'aimait rien tant que snober le lanceur d'alertes Henri Emmanuelli ? Séguin, donc, mais Pasqua aussi. Ils parlaient du peuple et ça ne sonnait pas faux, on n'y voyait pas de récupération. Ils apparaissaient sincères, personnellement désintéressés. On n'a plus ce lien aujourd'hui. Des politiques portent le gilet jaune et signent par là leur pathétique volonté de récupérer un mouvement qui, quand l'extrême droite et l'extrême gauche ne le dénaturent pas, émane des profondeurs du pays. Même l'avocat et petit bourgeois Robespierre avait gardé

sa perruque. En 1992, le oui l'a emporté, de peu. La colère a demeuré. Trop légitimiste et respectueux de Jacques Chirac, Séguin n'osera pas se présenter à la présidentielle de 1995. Il ira jusqu'à lui servir de plume et de boussole idéologique. On eut donc, souvenez-vous, la fracture sociale. La colère a trouvé là un moyen d'expression : ce sera le vote Chirac, qui paraissait, à l'époque, face à Balladur et Jospin, transgressif. Au second tour, le socialiste n'a pu résister à la mobilisation autour de ce thème de la fracture sociale, qui mettait d'accord des gaullistes sociaux et des socialistes chevènementistes, et toute une France qui peu à peu lâchait la corde de l'histoire commune. Élu, Chirac nomme Juppé à Matignon, quand tout le monde, naturellement, attendait Séguin.

La colère s'est dit qu'on la trompait. Elle a alors grossi. Et elle a rejailli, sans crier gare, le 21 avril 2002, de façon spectaculaire, en portant, pour la partie non abstentionniste, Jean-Marie Le Pen au second tour. Et pourtant, la France sortait d'une période de croissance et ceux qui sont nés dans les années 1970 parlent de ces années comme les dernières radieuses d'avant l'entrée dans le trou noir qu'est ce nouveau millénaire. Ça n'a pas suffi. Toujours ce sentiment, à tort ou à raison, que les privilèges perdurent, que les fractures se multiplient, que les cohabitations dans certains quartiers se tendent. Chirac sera réélu et la nomination à l'Intérieur de Nicolas Sarkozy ne permettra pas de contenir la colère, qui trouvera un moyen efficace de se manifester, encore une fois : le référendum sur la Constitution européenne de 2005. Jean-François Kahn a raison : à lire les médias de l'époque, le « oui » devait l'emporter sans trop de difficultés. Et pourtant, le « non » recueille 54,6 %. C'est la claque. (Depuis, nombre de journalistes, instruits de leurs erreurs, se montrent excessivement complaisants avec quiconque émet une indignation.) La France dit non à plus d'intégration européenne. Comme en 1992, les colères se coalisent, elles sont bordéliques, contradictoires, mais authentiques. Elles mêlent tout : l'immigration, l'islam, l'insécurité, le pouvoir d'achat, Chirac, le système et enfin peut-être l'Europe. Avec son lot, comme toujours, de politiques plus ou moins calculateurs. Pasqua et Séguin regardent de loin.

### **La voiture, marqueur de la classe moyenne**

Deux ans plus tard, élu président de la République après une campagne aux accents sociaux, notamment grâce à l'apport d'Henri Guaino (ah, ce discours formidable à « la France qui souffre » prononcé en 2006 à Charleville-Mézières), Nicolas Sarkozy fait adopter par l'Assemblée le traité dit de Lisbonne, actant le contraire de ce que les Français, dans leur majorité, avaient décidé en 2005. La colère n'a pas compris, elle a décuplé. Elle s'est nourrie, en outre, des discours populistes et anti-« establishment » de la famille Le Pen. Ils seront, les Le Pen, pour une partie des encolérés, les porte-voix de cette France, qui raisonnera de plus en plus en des termes sociaux et ethniques. L'idée étant que la gauche, mais aussi la droite, a trop longtemps favorisé certaines catégories de la population, et prioritairement les immigrés et les banlieues, et qu'il fallait inverser l'ordre des priorités. Ce serait la revanche de ceux qu'on appelle les « petits Blancs ».

Mais le FN est ce qu'il est : un parti peu structuré, aux idées aventureuses (sortie de l'euro), avec une présidente, Marine Le Pen, qui ne rassure pas sur ses capacités à diriger un pays. La colère s'en accommode toutefois, puisqu'elle voit bien qu'ailleurs une sorte d'Internationale des colères s'organise et porte au pouvoir des dirigeants au profil atypique, Trump qui n'est pas Clinton, Salvini qui n'est pas Renzi. Il faut arrêter un truc qui dure, mais quoi ? La mondialisation pardi, et un de ses corollaires qui est le déclin de la classe moyenne. C'est Christophe Guilluy qui le dit, le géographe triomphant qui fait aujourd'hui office d'oracle. Cette France périphérique a trouvé son théoricien et tous les ignorants citent Guilluy pour se conférer un peu de cet esprit du peuple. La colère n'a jamais cru en Emmanuel Macron. Elle a attendu, méfiante, en se demandant ce qu'allait lui préparer ce président qui passait à l'avance pour un homme d'en haut, qui ne comprenait rien aux petites gens.

La colère est aujourd'hui dans la nature, hors cadre, hors cortège. Elle porte un gilet jaune et « emmerde » le gouvernement. Elle veut la baisse des taxes et la démission de Macron. La voiture est un marqueur de la classe moyenne ; on s'en prend à elle. La quête de la mobilité, voilà pourtant le défi pour ceux qui n'ont ni gare ni station Vélib'. On a vu dans la rue des ruraux, des ouvriers, des chômeurs, des artisans, des retraités, des habitants des petites villes, des moyennes aussi, des banlieues également, parmi lesquels des ambulanciers ou des chauffeurs de VTC. Dans le lot, des gens de bonne foi et quelques haineux. On a entendu des propos poignants et vu des actes condamnables. Ils se disent légitimes, en tout cas plus qu'un commissaire européen. Ils jouent à la police et aux voyous. Et après ? La désobéissance ? La création d'un mouvement type 5 étoiles ? Un vieux proverbe dit : « Qui se met en colère lentement le restera longtemps. »